

PLUS D'AMBITION POUR UNE ÉCOLE POUR TOUS

Systeme éducatif : des progrès, mais inégalités et discriminations demeurent.

Les violences « urbaines », aussi inexcusables soient-elles, sont le révélateur d'une crise sociale profonde aggravée dans certains quartiers par l'accumulation des inégalités et des discriminations. Depuis trois ans, la régression des moyens alloués à l'école et aux associations de quartiers touche particulièrement les banlieues défavorisées. La politique

d'éducation prioritaire a été abandonnée progressivement en catimini. Au-delà ce sont les fermetures de services publics (poste, transports en commun, police de proximité, maisons de jeunes et de quartiers...) qui ont transformé des quartiers entiers en zones abandonnées.

Pour l'école, loi Fillon inacceptable et budget de régression !

Une politique éducative ambitieuse est essentielle pour construire de l'égalité. Or, ce que propose le gouvernement ne va guère dans ce sens. Il accélère la mise en place de la loi Fillon et, en décidant de rendre possible l'apprentissage dès 14 ans, il stigmatise la jeunesse des banlieues et remet en cause la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, faisant ainsi revenir l'école 50 ans en arrière. Dans le même temps il supprime des options et des classes dans les lycées professionnels.

Quant à la création de 5 000 emplois « d'assistants pédagogiques », elle est loin de compenser la suppression, en trois ans, de 15 000 postes d'enseignants et 30 000 emplois de personnels ayant un rôle éducatif au sein des établissements scolaires (surveillants, emplois jeunes, assistants d'éducation...).

Le projet de budget 2006 prévoit 5 000 nouvelles suppressions d'emplois pour les lycées et les collèges. Et on s'apprête à recruter 11 000 enseignants seulement alors que les besoins

reconnus par le ministère sont de plus de 17 000.

En refusant les créations de postes, afin d'économiser quelques dizaines de milliers d'emplois, pour faire face aux besoins de remplacements, le ministre demande aux personnels en poste de suppléer ceux qui seraient absents ! Cette décision prise va conduire à désorganiser les établissements scolaires (problèmes d'emploi du temps), à supprimer toutes les initiatives pédagogiques (clubs, échanges scolaires notamment avec l'étranger) conduites par les enseignants. Elle est pédagogiquement inefficace et pénalisera lourdement les élèves qui, faute de réels remplaçants dans une discipline, se verront offrir plusieurs heures d'une discipline dont le professeur est « inoccupé » à cette heure là. Cette mesure ne concerne pas l'essentiel des remplacements qui posent problème, ceux de longue durée, faute d'enseignants en nombre suffisant.

Pour une école plus égalitaire pour tous !

L'Éducation nationale ne doit pas continuer d'être sacrifiée comme elle l'est aujourd'hui ; vous pouvez nous aider à contraindre le gouvernement à prendre des dispositions qui permettent le développement de l'école : les effectifs de classe sont à alléger et à dédoubler, un plan de recrutement massif d'enseignants et de personnels d'encadrement qualifiés doit être décidé, il faut stabiliser les personnels dans les établissements,

mieux les former, et réemployer tous ceux qui ont été précarisés, se préoccuper de la vie des établissements pour améliorer les conditions de vie et d'études au quotidien de tous les élèves, sur tout le territoire.

Aujourd'hui l'urgence est de mettre l'École dans les conditions de s'engager dans la bataille de la réussite pour tous.

Parents, personnels attachés au développement de notre école...

...Ce sont ces raisons qui conduisent les personnels des collèges et lycées à s'adresser largement à vous pour nous aider à contester ensemble les décisions prises et agir pour d'autres solutions.

Nous avons tous à espérer de l'école parce qu'elle doit être pour les jeunes un moyen de leur garantir un avenir professionnel et social !

**C'est pour cela que nous serons en grève
et manifesterons le :**

JEUDI 24 NOVEMBRE